

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication () le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité.

Tom Thomas
Les mondialisations (2003)
Contradictions (Bruxelles), L'Harmattan (Paris) 2003

(...) le choix de diviser l'histoire en trois grandes époques, mondialisation marchande, coloniale, et "libérale", ne veut évidemment pas dire que ces trois caractéristiques qui les définissent ne s'enchevêtrent pas les unes avec les autres au fur et à mesure du mouvement historique.

Chapitre 1 La mondialisation des débuts du capitalisme

1- Du capital marchand au capitalisme industriel, ou des comptoirs aux colonies

Les conquérants antiques (...) n'ont pas apporté de changements radicaux aux systèmes sociaux de leur temps (...) fondés sur la propriété foncière plus ou moins communautaire, l'esclavage ou le servage, et la domination religieuse. Il en est allé tout autrement du système colonial. (...) il a bouleversé les systèmes sociaux des colonies, mais aussi contribué puissamment à transformer les métropoles elles-mêmes.

Le comptoir, port, enclave, et forteresse, sert d'abord de point d'appui au trafic commercial et aux razzias. Puis, avec l'Espagne en Amérique, suivie de la Hollande dans les Indes Orientales, on passe à la conquête de territoires entiers, à leur occupation et à leur mise en exploitation (mines et plantations) par la réduction de leur population à un quasi esclavage.

Ce qui entraîna d'incessantes guerres mercantiles aux 17^e et 18^e siècles. Au cours de celles-ci l'Angleterre réussit à terrasser tous ses concurrents (Hollandais, Espagnols, Français), et à constituer un immense empire colonial.

Marx a montré que le capital n'avait pu se développer que contre la petite production, et pour commencer, en la contournant. La petite production urbaine voyait son développement bloqué par les règles corporatistes passées, tel que l'attachement des paysans-serfs à la terre, les innombrables droits seigneuriaux et leur fiscalité écrasante, les juridictions et règles différentes, etc. La corporation réglemente étroitement les métiers ; il est interdit d'améliorer individuellement les outils ou les techniques. Le système corporatiste empêche que certains maîtres puissent accumuler beaucoup plus que d'autres et, embauchant plus de compagnons, dominant un marché, se transforment en capitalistes. "*Les lois des corporations du Moyen-Âge empêchaient méthodiquement la transformation du maître en capitaliste*" (Marx).

Le corsetage de la production dans le corporatisme faisait du commerce extérieur le seul grand moyen d'accumulation, et des zones rurales indépendantes des corporations urbaines le lieu privilégié du libre développement du capital. Il s'est donc développé avec cette double extériorité à l'artisanat et à la ville, contournant la petite production urbaine avant de la détruire par la manufacture et l'industrie.

Le capital n'est pas l'argent, mais le rapport entre le propriétaire des moyens de production et ceux qui, n'en ayant pas, doivent travailler pour lui.

Les marchands, interdits de produire dans les villes, développent d'abord une sous-traitance dans les campagnes alentour (travail à domicile commandité par eux) importante dès la fin du 15^e siècle en Italie, Flandres, etc. Cent mille fileuses étaient encore employées en Seine-Inférieure en 1789. Suivant des processus très divers selon les pays, le marchand finit par réunir par milliers ceux qu'il emploie déjà comme ses salariés (payés à la tâche), dans des manufactures où il peut accroître la division du travail, et mieux les dominer.

Il fallait qu'il y ait, disponible face à ces moyens, des producteurs libérés de tout attachement (la terre de leur seigneur ou à la corporation, ou à leur maître) afin d'être libres de se vendre. Le moyen bien connu de la réaliser fut le despotisme violent et barbare du pouvoir royal pour expulser les paysans des terres, communautaires ou libres, qu'ils cultivaient. (Capital ES I, 3, p.157+)

L'argent accumulé par ce commerce a ensuite fondé l'industrie cotonnière anglaise. L'or et l'argent arrachés des mines américaines par "*l'enfouissement des indigènes dans les mines*", "*les commencements de conquête et de pillage aux Indes Orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires...*" furent les "*procédés idylliques*" de l'accumulation primitive, qui signalent "*l'ère capitaliste à son aurore*" (Capital ES I, 3, p. 193)

La mondialisation n'est pas, ni à l'origine du capitalisme ni aujourd'hui, une excroissance plus ou moins monstrueuse, elle lui est inhérente, consubstantielle, elle en est même d'abord une condition.

Le passage du commerce fondé sur les comptoirs à un commerce fondé sur la colonisation s'accompagne d'une occupation des territoires. Les puissances dominantes s'assurent des débouchés pour leurs manufactures en pleine croissance en ruinant l'artisanat dans les colonies, voire en interdisant d'y produire des marchandises concurrentes à celles des métropoles. "*Les trésors directement extorqués hors d'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital*". (Capital ES I, 3, p.195-6)

Mais pour être des débouchés essentiels, il aurait fallu au moins que les colonies soient riches au lieu d'être ruinées par le pillage colonial et le monopole des productions métropolitaines. Sur ce point la phrase de Marx posant les colonies comme "débouchés" doit être nuancée : ce ne fut pas leur rôle principal. Celui-ci fut surtout d'établir une nouvelle division du travail, mondiale, posant les colonies comme fournisseurs de matières premières nouvelles et bon marché. L'industrie cotonnière anglaise deviendra rapidement la plus puissante du monde, grâce à une productivité décuplée par cette nouvelle division coloniale du travail.

2 L'échange inégal dans le colonialisme

Ce qui distingue le colonialisme de la phase mercantile de la mondialisation qui l'a précédé (distinction qui ne s'est évidemment pleinement formée que sur une longue période), c'est son rôle particulier dans le développement du capital industriel. Il est d'emblée mondial, englobant colonies et métropoles. Le capital s'y déploie pour ce qu'il est, non pas argent, trésor, mais valeur se valorisant par le travail des prolétaires, richesse matérielle et intellectuelle appropriée par le pôle capital, toujours et uniquement sis en métropole.

Le commerce stricto sensu ne crée rien, et le profit commercial vient d'une marchandise achetée au dessous de sa valeur ou vendue au dessus. Il est une simple différence entre prix d'achat et prix de vente. Par contre, "*le profit capitaliste provient de ce qu'il a à vendre quelque chose qu'il n'a pas payé*". Ce quelque chose, Marx a découvert que c'est le surtravail, la différence entre ce que le capitaliste paie pour acheter la force de travail, et ce qu'il obtient par l'usage de tout le travail qu'elle fournit, qui est incorporé à la marchandise.

Le monopole, et la lutte pour le monopole, sont déjà caractéristiques du profit mercantile, puisque la concurrence tend à rabaisser les prix de vente vers les prix d'achat. Le système colonial est un aboutissement de cette tendance. C'est en luttant pour évincer leurs concurrents et s'assurer un monopole sur quelques produits exotiques forts lucratifs à la revente (coton, sucre de canne, bananes, thé, café, cacao, épices, etc.) que les compagnies commerciales poussent à la conquête de territoires entiers dont les populations sont alors soumises à un quasi esclavage, au travail forcé, aux redevances.

Le capitalisme produit ici et là-bas de la plus-value, mais cette plus-value est captée pour l'essentiel par le pôle capital, en métropole. Il s'établit finalement entre la colonie et la métropole, au sein du rapport général de domination despotique politico-militaire, un rapport économique particulier "d'échange inégal" fondé sur ce que Marx appelait "la plus-value extra". Il s'agit d'une sorte de supplément de plus-value par rapport à la moyenne sociale, qui tient à la productivité plus élevée de certaines entreprises sur les autres. (cf p.18) La plus-value extra n'est jamais qu'un transfert de la plus-value produite par l'ensemble des capitaux les moins productifs de la branche vers les plus productifs.

Il y a donc échange inégal (de quantités de travail inégales) entre pays chaque fois qu'il existe des différences de productivité que la concurrence n'a pas effacées, et d'autant plus inégal qu'elles sont fortes. Ce rapport spécifique s'applique de manière particulière aux rapports colonies/métropoles du fait qu'il ne peut y avoir concurrence et rattrapage du "retard" des colonies sur les métropoles. Il se créera alors une division mondiale, profonde et durable, du procès de valorisation, qui sera en elle-même un facteur essentiel, bien au-delà de la plus-value extra et de l'échange inégal, de l'accumulation dans les métropoles.

Dans le rapport colonial, le capital métropolitain n'affronte pas d'autres capitaux, mais un système de petite production précapitaliste, figé dans des normes sociales conservatrices (corporations, castes) qui ne peut en aucun cas former un capital concurrent, mais ne peut qu'être détruit. Détruit sans pouvoir être remplacé, comme dans la métropole, par un capital national,() empêché de se former par la puissance du capital métropolitain, les interdictions décrétées par le colonisateur, les bas prix de ses productions...

La formation d'un capital national compétitif nécessite toujours, au minimum, une phase initiale de protectionnisme, le temps de rejoindre le niveau de productivité international, ce que la domination coloniale interdit (par contre elle est vigoureusement protectionniste vis-à-vis des autres nations développées concurrentes). Bien des expéditions coloniales avaient d'abord pour but d'exiger la destruction des frontières douanières, l'ouverture des ports, de voies de pénétrations, l'obtention de monopoles commerciaux, bref la "liberté" de briser l'économie locale par l'invasion de marchandises bon marché (y compris l'opium pour la vente duquel l'Angleterre mena une guerre célèbre contre la Chine en 1839-42).

Le retard de productivité sur la métropole ne peut que s'accroître, et avec lui l'échange inégal. A partir d'un certain niveau, les écarts de productivité, de puissance scientifique et technologique, d'accumulation des richesses sous toutes leurs formes, entre les métropoles et les colonies sont tels qu'ils sont irrattrapables dans le cadre des rapports capitalistes. Le "libre-échange" peut alors succéder au colonialisme sans remettre en cause la domination des métropoles impérialistes. Ce qui donnera la mondialisation libérale.

Il faut insister sur le fait que la colonisation n'est pas que le moyen d'un échange inégal enrichissant les bourgeoisies métropolitaines par le pillage des colonies. Si elle n'était que cela, elle se serait rapidement affaiblie, le propre de la plus-value extra étant d'être éphémère, soit que le retard de productivité est comblé, soit que le capital retardataire est ruiné et disparaît. Dans l'échange inégal, il n'y a, comme dans tout mécanisme de plus-value extra, qu'un transfert de plus-value des branches moins productives vers les plus productives.) Et ce n'est pas la plus-value extra (l'échange inégal) qui augmente le taux de profit de cette masse

dans sa globalité, puisqu'il ne s'agit, par définition, que de transferts de plus-value d'un segment à l'autre. Ce qui l'augmente, c'est la nouvelle division du travail coloniale.

Si la colonisation a donné un essor considérable au capitalisme, c'est surtout par les nouveaux produits et matières premières qu'elle fournit, et qui plus est à bas prix du fait à la fois du bas niveau de vie des colonies et de l'exploitation forcenée des autochtones. Il y a un élargissement de la production, couplée avec un approfondissement mondial de la division capitaliste, qui est un facteur puissant d'accroissement de plus-value dans les métropoles elles-mêmes, par les ouvriers métropolitains (et à l'époque coloniale l'industrie est encore majoritairement dans les métropoles). Cet élargissement de la production permet, mécaniquement, d'accroître les bases de l'accumulation. Cette division du travail coloniale (les économistes l'appellent pudiquement utilisation des "avantages comparatifs") permet de trouver les ressources les plus accessibles et les moins chères, de spécialiser les lieux de production aux points les plus favorables, tout ceci en même temps qu'une production à la fois plus massive et plus spécialisée permet aussi de faire des "économies d'échelle".

(Contrairement à ce que laissent entendre les tiers-mondistes), ce n'est pas d'abord parce qu'il y a eu échange inégal que les colonies (ou aujourd'hui les pays dominés) sont pauvres, mais parce qu'elles étaient pauvres (faible productivité) qu'il y a eu échange inégal. Autrement dit il n'y aura "échange égal" qu'à conditions de productivité égales, c'est-à-dire qu'à conditions de productivité égales, c'est-à-dire qu'à conditions égales d'appropriation des sciences et des techniques, et de tout ce qui donne la maîtrise des moyens de production, et non par les moyens utopiques d'un accroissement de "l'aide" au Tiers-monde, ni même un nationalisme dépassé depuis longtemps. Car changer les conditions de l'appropriation, c'est renverser tous les rapports capitalistes.

Les USA sont passés du statut de colonie au 18^e siècle à celui de grande puissance coloniale au 19^e ; le Japon accède à ce rang en écrasant la Russie en 1905.

Marx note que l'Angleterre s'est érigée au 19^e siècle en première puissance capitaliste mondiale en combinant en "un ensemble systématique... à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste".

C'est l'époque en Europe, des journées de 15h et plus, des semaines de 7 jours, du travail des enfants, etc. Ce terrible allongement de la journée du travail est, on le sait, caractéristique d'une forme de la plus-value dite "absolue". Caractéristique aussi des conditions encore fragiles et "rudimentaires" de la valorisation du capital. D'autant plus que ces ouvriers sont encore en nombre très élevé face aux machines ; ils possèdent aussi des savoir-faire qui les rendent parfois difficilement remplaçables. Dans ces conditions le capital (les patrons et l'Etat) doit imposer au prolétariat une discipline despotique des plus brutale, et lui livrer une guerre incessante, coûteuse et difficile. Et aussi se protéger de la concurrence internationale par le protectionnisme.

Mais l'avantage colonial ne tient que si la concurrence ne joue pas, que s'il y a monopole de la domination. Le système colonial ne vaut que comme système protectionniste et monopoliste. Ce qui veut dire aussi que dans l'expansionnisme colonial on cherche autant à empêcher les pays concurrents d'accéder aux avantages coloniaux qu'à étendre son propre empire (on étend son empire pour empêcher les concurrents).

Les bases économiques de ce protectionnisme se prolongeront en une idéologie impérialiste, qui tendra à faire perdurer la forme coloniale de la mondialisation bien au-delà du moment où elle aura fait son temps du point de vue même du développement de l'accumulation du capital. D'où des guerres coloniales non seulement barbares, mais parfaitement archaïques et inutiles du point de vue même du capital, dont la bourgeoisie française, particulièrement stupide et attardée, s'était fait une spécialité, en Algérie, en Indochine, etc.

(il nous faudra bien constater que le stade des empires coloniaux n'était pas "le stade suprême" annoncé par Lénine. Nous verrons la cause de cette erreur de diagnostic dans la conception qui analyse la colonie comme, essentiellement, un débouché pour les marchandises ou les capitaux "excédentaires", pour la reproduction élargie du capital. En réalité elle est surtout une condition de cette reproduction moins en termes de débouchés qu'en ce qu'elle développe une nouvelle division du travail, et aussi de nouveaux besoins, de nouvelles productions (dont les débouchés ne sont pas principalement les colonies).

Chapitre 2 L'apogée du colonialisme et ses limites

Avant (le capitalisme) toute forme d'empire n'était qu'une aventure militaire de pillage plus ou moins provisoire, ou l'extension d'une civilisation déjà existante. La grande boucherie de 1914-18 semblait indiquer que les colonies étaient vitales pour le capitalisme au point de l'entraîner dans un carnage sans précédent, et apparemment sans autre perspective qu de devoir recommencer sans cesse des guerres de partage et de repartage toujours plus destructrices (ce qui se produisit effectivement encore en 1939).

Marx avait déjà montré que la géographie n'était pas une limite absolue à la reproduction du capital. Il peut continuer à se valoriser, non seulement à travers les crises de dévalorisation brutales, mais aussi grâce au développement des facteurs conduisant à l'augmentation de la plus-value relative (c'est-à-dire obtenue par la diminution de la valeur des éléments qui forment celle du capital constant, matières premières et machinerie, et celle du capital variable, le salaire, de telle sorte que la valeur que forme le surtravail augmente "relativement" à ces deux autres, pour une valeur globale inchangée). Augmentation de la plus-value relative à quoi il faut ajouter l'accélération de la rotation du capital, obtenue par le développement du crédit, l'allongement du temps d'utilisation des machines, la diminution de tous les temps d'immobilisation du capital. () Laquelle accélération multiplie d'autant la plus-value pour un même capital dans un même temps

Les facteurs de la plus value relative se résument essentiellement aux hausses de productivité obtenus par les progrès scientifiques appliqués à la production, et par la plus grande division du travail qui les accompagne dans le système social (). L'accélération de la rotation du capital n'est qu'un démultiplicateur de la plus-value. La limite à l'augmentation de la plus-value relative n'est pas géographique, mais dans le fait que, paradoxalement, elle réduit sans cesse le fondement même de la plus-value : la quantité de travail vivant incorporée aux marchandises.

Lorsque, dans un pays, le travail est moins productif, il peut arriver que la force de travail y coûte plus cher au capitaliste. Non pas en valeur nominale, exprimée en prix monétaire, puisque le niveau de salaire est très bas, mais en ce sens qu'une plus grande part de ce qu'il produit revient à l'ouvrier que dans un pays plus productif. () Le très bas coût du travail dans les colonies n'y entraîne pas () automatiquement et quelle que soit la branche d'activité un taux de profit plus élevé que dans les métropoles du fait de la très faible productivité du travail (ce qui changera plus tard, en même temps que seront réunies les autres conditions d'une industrialisation du Tiers-monde).

Les colonies ne constituent qu'un débouché de second ordre, tant pour les marchandises que pour les capitaux des métropoles. En 1916, les profits ne sont plus élevés dans les pays sous-développés que dans encore un petit nombre de branches, relativement peu capitalistiques, à l'exception de quelques exploitations minières. "Au milieu du 19^e siècle, l'espérance de vie ne dépasse pas 24 ans à Manchester" (Vindt), ce qui dénote une situation peut-être encore pire que dans les colonies !

Si l'exportation de capitaux caractérise bien la mondialisation à partir du 20^e siècle (Lénine, stade suprême), par contre elle ne s'oriente pas principalement vers les colonies et semi-colonies, mais surtout des pays développés vers d'autres pays développés (Nord Nord et non pas Nord-Sud, dans le jargon actuel). En 1913 la part de l'Europe dans le total des investissements extérieurs reçus est de 26%, l'Amérique latine 16%, l'Afrique reçoit 9%, l'Asie entière 16%... Ces orientations des flux de capitaux sont une constante des trois formes de mondialisation.

Des ressources en matières premières nouvelles et à bas prix, l'exemple du coton l'a montré, sont une condition non seulement essentielle mais absolue, pour le développement de nouvelles industries. La croissance explosive de l'industrie cotonnière anglaise a donné un impulsion décisive à l'industrie mécanique, aux chemins de fer, notamment pour le transport du charbon (dès 1800, il y a 32 filatures utilisant la vapeur à Manchester), aux mines (le charbon étant métropolitain) et à l'industrie sidérurgique toute entière, qui sont devenues à leur tour le support principal de l'accumulation du capital dans la deuxième partie du siècle.

De sorte qu'il y a bien des débouchés pour du capital accru en permanence des plus-values, mais essentiellement dans les métropoles. Dans ce développement une industrie nouvelle, innovante et productive, joue toujours, et pour une phase, le rôle de locomotive. De même, un pays globalement en pointe dans l'innovation, la productivité, la division du travail, la concentration du capital, joue le rôle de locomotive pour l'ensemble de ses concurrents.

Tout cela n'aurait pas été sans la colonie des Indes, les Etats du Sud US, ex-colonies mais mettant toujours l'esclavage au service de Manchester (et que soutiendra donc l'Angleterre contre le Nord dans la guerre de Sécession), la colonie égyptienne qui remplace ces Etats en guerre comme premier producteur mondial en 1865. Le caractère d'expansion géographique est à l'intérieur d'un même procès de développement du capital, non d'un développement qui se ferait au Nord, pour ensuite déverser ses excédents au Sud..

Le fait que les flux de marchandises soient principalement entre les métropoles n'enlève rien à l'importance du rôle des colonies aussi comme débouchés. Sur l'ensemble du 19^e siècle, l'Angleterre représentait alors environ 60% de la production industrielle mondiale, et aurait exporté vers le Tiers monde environ 40% de sa production ; 24% de la production de l'industrie moderne mondiale y était donc exportée là. Ainsi, les colonies et semi-colonies n'absorbaient que moins de 1% de la production totale des pays développés, moins de 8% des seuls produits manufacturiers, mais environ 32% des produits issus des industries modernes. Ce qui est significatif est l'importance du secteur moderne.

En 1830 à Java, colonie hollandaise, chaque paysan était tenu de fournir 66 jours de travail pour les corvées, portés à 240 jours pour les cultures d'exportation (café, tabac, sucre, indigo, thé, poivre), qui lui étaient achetés à des prix dérisoires, fixés par le colonisateur, et revendus avec des marges de 200%, sans avoir eu besoin d'investir grand chose.

Les colonies ont toutes été soumises sur une large échelle à un travail forcé, souvent pire que l'esclavage (le propriétaire d'esclaves avait un intérêt à les nourrir un minimum pour ne pas perdre son bien) notamment pour la construction et l'entretien des routes et chemins de fer. Le Congo-Océan fut construit par des paysans enrôlés de force, si mal traités qu'il en mourut officiellement 15 000.

La plupart des économistes prétendent que les colonies ont "coûté" aux métropoles, constitué un fardeau, entravé leur développement. C'est faux. Si on considère toujours l'Angleterre, locomotive du capitalisme du 19^e siècle, elle a placé pendant cette période 47% de ses investissements extérieurs dans son Empire (73% dominions, et 13% dans ses colonies pures).

En 1914 les USA sont déjà passés au premier rang pour la production industrielle, l'Allemagne au second devant l'Angleterre 3^e. Aux USA, l'élargissement territorial effectué dans la continuité continentale, a pu sembler différent d'une conquête coloniale. En réalité il

s'agit pour l'essentiel d'un phénomène identique. Le massacre des Indiens, l'esclavage des Noirs, la conquête des immenses territoires espagnols et mexicains, et l'exploitation des richesses qui en est découlé (coton, or, pétrole, etc) sont d'un type colonial quant à leur rôle dans le développement industriel du Nord-Est. L'aspect spécifique est ici l'énorme immigration de main d'œuvre qualifiée européenne, qui a été un facteur tout à fait déterminant du rapide développement du capitalisme US.

Pour l'Allemagne, c'est la victoire contre la France, la rançon française et les mines lorraines, qui ont constitué le premier pillage "colonial" allemand d'envergure, une base essentielle de son envol capitaliste.

Lénine commet l'erreur de qualifier de "suprême" ce stade de l'impérialisme colonial, et son erreur a une double cause. D'abord et surtout cette conception qui croit que la production serait socialisée dès lors qu'elle est l'œuvre d'ouvriers coopérant par milliers dans de vastes unités, elles-mêmes reliées les unes aux autres, sous la houlette planificatrice d'une petite oligarchie de propriétaires. Dès lors le socialisme serait presque là. Cette vision des choses fait du capital financier la forme ultime de la propriété privée, au sens où cette forme ne serait plus qu'une "enveloppe" recouvrant des rapports de production socialisés, un dernier obstacle quasi formel au socialisme, oublie la propriété des puissances intellectuelles, le fait que la division capitaliste du travail, notamment entre ces puissances et les exécutants, est la propriété en acte, et qu'à la racine ultime des comportements privés égoïstes, c'est-à-dire de la propriété privée, il y a la pénurie, c'est-à-dire le travail contraint. (?) En fait () on n'a pas encore () la socialisation au sens plein de propriété de la communauté, pouvoir des individus sociaux sur eux-mêmes, de la communauté sur elle-même.

D'autre part, Lénine constatant que le monde est entièrement partagé, il en déduit que la poursuite de l'expansion du capitalisme serait globalement terminée, cette situation ne pouvant que conduire à des guerres inter-impérialistes de repartage perpétuelles, comme 1914 semblait le prouver.

De 1890 à 1914, 1,5 millions d'émigrants quittaient l'Europe chaque année (ce qui correspond à 3 millions aujourd'hui) du fait de la crise.

Tous les grands pays industriels ont dû passer par un stade initial plus ou moins long, de protectionnisme draconien, sorte de couveuse nécessaire avant de pouvoir affronter le grand air, la concurrence mondiale. L'Angleterre a commencé avec le Cromwell Act de 1660, qui interdit à tout navire non anglais d'importer ou exporter des marchandises en Grande Bretagne. Par de multiples guerres elle écrase la flotte espagnole, puis hollandaise, expulse Portugais, Hollandais et Français de l'Inde qu'elle s'approprie totalement en 1757, chasse les Français au Canada en 1762, et ainsi de suite, construit le grand empire mondial du 19^e siècle.

Aux USA, la victoire du Nord industriel sur le Sud cotonnier en 1865 est aussi celle du protectionnisme sur le libre-échange. Jusqu'en 1913 les droits de douane US sur les produits manufacturés importés sont de 44%, de 25% après, ce qui reste encore considérable. En France, Japon, Allemagne, etc, les tarifs douaniers sont aussi très élevés. Mais le capital national est aussi protégé par toutes sortes d'autres moyens.

Le système allemand de fusion des banques et de l'industrie est non seulement le moyen de concentration extrême des capitaux, mais aussi celui d'empêcher une main mise de capitaux étrangers puisque ce sont les banques allemandes, elles-mêmes dépendantes de la Banque centrale et de l'Etat allemand, qui possédaient les titres des entreprises. Ce système a doté l'industrie d'un financement interne, stable et sûr. Mais il a aussi fini par constituer une faiblesse, parce que le protectionnisme est toujours un frein au mouvement, protégeant aussi les canards boiteux, et le cadre du financement national s'est révélé trop étroit à l'époque moderne, quand le niveau de la concentration des capitaux devint tel qu'il nécessitait de drainer l'épargne mondiale, et de développer des firmes multinationales.

Avec le protectionnisme, on a aussi la tendance aux monopoles dans chaque pays et dans le maximum de secteurs d'activité. et on a des prix élevés, avec plus-value extra pour les monopoles dans l'aire où ils sont protégés de la concurrence.

Mais ayant atteint un niveau de développement industriel et de productivité sans rival, les capitalistes anglais se sont ensuite convertis aux vertus du libre-échange. Leur avance était telle qu'elle rendait inutiles les barrières douanières. Et même nuisibles à double titre. Celles des autres les gênaient pour écouler leur production de plus en plus élevée (il fallait donc réduire les siennes, avec l'espoir de les réduire toutes). Et aussi, ils s'apercevaient de l'intérêt de faire baisser les prix des facteurs de la production, notamment les prix des subsistances entrant dans la détermination du salaire (car pour les autres facteurs, ceux s'échangeant contre le capital constant, les prix de l'Empire anglais étaient en général déjà les plus bas).

Baisser le poids relatif des salaires en baissant le prix de la nourriture (principal déterminant du salaire à l'époque) avait un double avantage. Premièrement, accroître la production de plus-value à un moment où l'allongement de la journée de travail trouvait ses limites (tant naturelles que sociales), c'est-à-dire compléter la plus-value absolue par la plus-value relative (mouvement aussi rendu possible, nous l'avons rappelé, par les gains de productivité). Deuxièmement, apporter ainsi une réponse, ne mettant pas en cause le développement du capitalisme et l'accroissement de l'exploitation, aux luttes ouvrières qui montaient régulièrement en puissance. D'où aussi, à la même époque, les premières lois sociales, et l'intégration des organisations ouvrières réformistes au développement du capitalisme national. Tandis que du point de vue des classes bourgeoises, cette baisse des prix alimentaires était une victoire de la bourgeoisie industrielle sur la bourgeoisie (ex noblesse) terrienne.

Le tournant peut être daté en Angleterre de la moitié du 19^e siècle. La fameuse et spectaculaire abolition des Corn Laws en 1846 permet d'importer les produits agricoles librement, ce qui en fit immédiatement chuter les prix. La liberté du commerce naval est instaurée en 1849 par l'abolition du Navigation Act. Cette première instauration du libre-échange dans l'histoire du capitalisme, à la place des barrières protectionnistes, a permis une baisse considérable des prix des produits importés, et la hausse concomitante de la plus-value relative, dont les capitalistes anglais usaient sans le savoir, comme moyen contre la tendance à la baisse du taux de profit.

Mais le libre-échange ne devint pas alors un système mondial. Seule la France de Napoléon III l'adopta en 1860, et pour une dizaine d'années seulement. Les autres nations n'étaient pas mûres pour rivaliser avec l'Angleterre, tandis que leur capital pouvait encore se développer sur une base nationale-impériale. D'ailleurs l'exacerbation des nationalismes, souvent jusqu'aux fascismes, en conséquence de la guerre de 1914-18 et du traité de Versailles, la sortie de l'URSS du marché mondial après la révolution de 1917, la grande crise des années 30, furent des facteurs puissants d'un renforcement généralisé du protectionnisme.

Il faudra attendre la fin du 20^e siècle () pour que s'établisse pleinement la mondialisation "libérale" qui supplanta la mondialisation coloniale. Le capitalisme est entré dans une phase historique marquée par la nécessité de l'augmentation permanente de la production de plus-value relative pour maintenir les taux de profit. () Chacun recherche la plus-value extra. Mais ce faisant tous aboutissent, sans le vouloir, à la baisse des valeurs, et à l'augmentation de la plus-value relative (en même temps qu'ils en sapent aussi les bases, le travail vivant). Bref, les hausses de productivité deviennent un fondement essentiel de tout développement du capital, de sa reproduction. Or, le monopole et le protectionnisme constituent un frein évident aux gains de productivité et à la baisse des valeurs. "*Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique...*" écrit justement Lénine.

Les luttes ouvrières, stimulées par la révolution bolchevique, ne cessaient de faire augmenter les coûts salariaux dans les métropoles. De même que le capital industriel avait dû triompher de la bourgeoisie foncière dans les métropoles pour se développer, de même il fut amené à dépasser le système colonial, latifundiaire, semi-esclavagiste, et interdisant de produire dans les colonies ce qui pouvait concurrencer les industries métropolitaines, afin de pouvoir utiliser comme ouvriers salariés ces masses de paysans sans ressource, et trouver par là une nouvelle source d'abaissement des coûts salariaux et des prix.

La défaite du lobby colonialiste dans les pays développés, et l'indépendance politique pour les colonies, répondaient ainsi à la nécessité vitale, pour le capital en général, d'augmenter la production de plus-value. Elle permettait également un allègement des frais généraux des Etats dominants (n'ayant plus à assumer la même occupation militaire et administrative) (De même que l'ouvrier libre, devant s'entretenir lui-même, coûte moins cher que l'esclave, de même pour l'ex-colonie libre !) Pas plus que le capitaliste n'a besoin de la propriété du corps de l'esclave mais seulement de s'approprier son travail, le pays dominant n'a pas besoin de la propriété du territoire, mais de s'approprier ses ressources.

Chapitre 3 : La mondialisation "libérale"

1- Le dépassement du système colonial

La recherche acharnée des hausses de productivité est devenue, dès la fin du 19^e siècle, le souci essentiel des cadres dirigeants industriels. Taylorisme (décomposition des tâches, chacune étant réduite à un geste aussi simple que possible répété inlassablement par l'ouvrier "spécialisé", l'OS ; OST organisation scientifique du travail, réduit l'ouvrier à un simple élément du système mécanique.

Par contre, sur le plan de la mondialisation, on vit conservée intacte, et même renforcée jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la forme ancienne, nationaliste, colonialiste, et protectionniste. Ce qui amènera les fascismes et la deuxième guerre impérialiste mondiale pour le partage du monde sous la forme d'occupations territoriales. Mais cette fois ce sera aussi le début de la fin de la forme coloniale de la mondialisation, le début de l'essor de la mondialisation "libérale".

Après la première guerre mondiale, la multiplication des innovations technologiques et la systématisation de l'OST entraînent une accélération des hausses de productivité. En France, alors qu'elle n'avait guère que doublé dans les 100 années avant 1920, elle double encore, mais dans les seuls 20 années suivantes. Cette accélération devint une multiplication par 7 entre 1945 et 1995. Cela induit évidemment une croissance considérable de la production de biens manufacturés, d'où un problème de débouchés, d'autant plus accentué que le système colonial régnait en maître.

Devant ses difficultés (traité de Versailles, révolution bolchevique, politiques monétaires déflationnistes inadaptées) le capital réagit dans les années 30 en renforçant ses vieilles tendances protectionnistes : réglementation douanière, création de monopoles d'Etat (nationalisations : SNCF 1937), ententes (cartels) entre trusts privés (fixant les prix, se partagent les marchés, accentuant encore les situations rentières, les coûts de production élevés, les freins à la consommation de masse). Big five anglo US (pétrole) se partagent le Moyen Orient (1927). Bref, les années 30 sont celles du summum du protectionnisme à l'échelle mondiale.

De ce fait, les hausses de productivité ne se diffusent pas, ne s'accompagnent pas d'une baisse généralisée des valeurs et des prix, ce qui entrave l'augmentation de la plus-value

relative, et la relance de la consommation qu'elles permettraient dans une situation de concurrence.

() Les bouleversements entraînés par la deuxième guerre mondiale vont permettre aux USA de commencer à briser tous ces carcans. L'empire colonial japonais en sort détruit, et le Reich allemand aussi. Les Français et même les anglais ont été considérablement affaiblis, suffisamment pour que les colonies prennent leur indépendance, même si le petit coq gaulois s'accroche stupidement et sauvagement à l'Algérie. A l'inverse, les USA dominent économiquement le monde après 1945 de façon écrasante et vont pouvoir imposer leur volonté en contribuant à la décolonisation (à laquelle leur capital, le plus avancé, concentré et productif du monde, a fortement intérêt), bien qu'en même temps ils soient forts freinés dans ce mouvement par la peur que les luttes de libération nationale ne penchent vers un renforcement du camp soviétique, encore rival sur le plan militaire.

C'est d'ailleurs dès août 1941 que le président Roosevelt rencontre secrètement Churchill, au large de Terre Neuve, et échange l'entrée en guerre des USA contre la reconnaissance par l'Angleterre du droit à l'indépendance des colonies (Charte de l'Atlantique).

En même temps que les colonies accèdent progressivement à l'indépendance politique, se développe le monde "libre", c'est-à-dire le monde où capitaux et marchandises peuvent librement circuler, en tout cas plus librement que dans la phase précédente. Un monde où va se déployer une nouvelle division du travail avec l'industrialisation de beaucoup d'ex-colonies et semi colonies, et une nouvelle forme de domination mondiale du capital, qui intègre les nouvelles bourgeoisies nationales dans le système hiérarchisé de capitaux et d'Etats qui forme la mondialisation "libérale".

Le coût de transport d'une automobile de Corée à Rotterdam devient du même ordre de grandeur que son coût par rail ou par camion du fond de l'Espagne à l'Europe du Nord. Le coût du transport maritime a été divisé par deux entre 1960 et 1990. De sorte qu'un minerai de fer brésilien arrivait moins cher aux aciéries de Dunkerque que n'y arrivait le minerai lorrain, dont les capitalistes ont dû fermer l'exploitation (détruire le capital) pour maintenir le taux de profit de la sidérurgie.

Ces exemples expliquent une des conditions de l'extension mondiale du procès de production, qui peut être ainsi découpé en multiples segments répartis sur tous les continents, en une chaîne fordiste planétaire. Les progrès et l'abaissement des coûts concernant aussi les communications orales, picturales, écrites, sont d'autres facteurs importants, chaque multinationale pouvant être facilement gérée par un quartier général central (ou même décentralisé).

Les exigences de la valorisation du capital ont ceci d'hypocrite qu'elles semblent à première vue naturelles et démocratiques (libre circulation, libre entreprise). En réalité, elles font que les pays anciens pays colonisés ne peuvent s'y intégrer qu'en fonction de l'intérêt pour le capital. Or il reste essentiellement aux mains des dirigeants des vieilles puissances impérialistes où il s'est accumulé, et ces pays doivent donc lui rester soumis.

2- La mondialisation "libérale" :

La sphère financière s'est énormément hypertrophiée depuis une vingtaine d'années, tout en atteignant une grande autonomie. Le capital financier n'étant que la manifestation de l'extension du crédit, () c'est donc bien toujours d'abord à partir des transformations du procès de production qu'il faut analyser la mondialisation, ses aspects financiers n'étant qu'une conséquence avant d'être aussi une condition.

2-1 La mondialisation de la production de plus-value :

L'émergence de conditions favorables à l'industrialisation des pays dits sous-développés (possibilité d'y avoir une aussi forte productivité que dans les métropoles en plus des bas salaires, abaissement des coûts de transport), et les limites du système protectionniste national-colonial, devaient pousser à une mondialisation sans frontière pour le capital.

D'où le phénomène bien connu d'une implantation de nombreux segments du procès de production dans ces pays, par créations directes (externalisations) ou transferts (délocalisations). Ce développement industriel de grande ampleur (bien que pas encore dans tous les pays) est ce qui frappe au premier chef par rapport à la situation d'avant la seconde guerre mondiale.

Ce développement industriel concerne d'abord le rôle traditionnel de ces pays comme fournisseurs de matières premières bon marché : minerais autrefois trop coûteux à transporter (fer mauritanien ou brésilien éliminant le fer lorrain), ce qui contribue à remonter le taux de profit des industries utilisatrices, métropolitaines ou sous-traitantes. Et bien sûr au pétrole et au gaz qui se substituent au charbon comme source essentielle d'énergie. Dans ce domaine des hydrocarbures on a l'exemple type de la captation de la rente (car il s'agit bien ici de rente, absolue et relative, au sens où Marx l'a analysé concernant la terre) non seulement pour les oligopoles pétroliers mais aussi par les Etats impérialistes, par le capital dominant dans son ensemble. Par exemple ceux de l'Union Européenne prélèvent 64% du prix de vente sous forme de taxes, les pétroliers conservent 17,5% (coûts + profits), et les pays producteurs 18,5% (incluant le coût du fret).

Plus remarquable encore, le développement d'industries comme segments d'activités intégrés au sein d'un procès de valorisation mondial transnational. En général il s'agit d'industries à forte composante de main d'œuvre peu qualifiée, particulièrement abondante et peu chère dans les PED : habillement, activités d'assemblage de biens de consommation courante, de masse. Et dans certains pays où existent une main d'œuvre plus qualifiée, des activités plus sophistiquées (Est européen, Inde, Corée du Sud, Taïwan: informatique, électronique).

Au Mexique, le salaire moyen était en 1998 de 3,25\$ la journée, contre 5,25\$ l'heure côté US. Ce qui frappe aussi, c'est l'importance de la sous-traitance : 30 à 40% de l'emploi y est affecté. Et c'est encore la hiérarchie des forces en présence : en haut, les donneurs d'ordres et décideurs fournissent les modèles, les licences, passent les commandes, ce sont essentiellement des entreprises US. Puis il y a les capitaux de second rang qui s'investissent comme sous-traitants dans les maquiladoras, souvent d'origine asiatique.

S'esquisse une hiérarchie ici à 3 niveaux : capitaux dominants du Centre (activités intellectuelles et à fort contenu technologique ; puis capitaux subordonnés de sous-traitants industriels, et enfin main d'œuvre à très bas salaires souvent féminine dans les pays les moins développés, au niveau technologique le plus bas.

Du fait de cette segmentation mondiale croissante, les échanges augmentent aujourd'hui plus vite que la production. Ils sont surtout le fait des quelques centaines de multinationales : "les 500 plus grosses sociétés contrôlent 70% du commerce mondial". "Le commerce intra-firmes des entreprises transnationales représente approximativement un tiers du commerce mondial". Or ces échanges internes sont aussi un vecteur de la remontée des profits vers le Centre, au siège des multinationales.

Depuis toujours, les capitalistes attachent une importance à faire circuler le capital le plus vite possible, à multiplier ses rotations dans un même temps. Dans la période récente, on a vu apparaître le système des gestion des usines en "flux tendus", "juste à temps", "zéro stock" (le stock étant évidemment une immobilisation) et autres recettes pour accroître systématiquement la flexibilité du travail afin de chasser jusqu'au moindre temps mort.

"La valeur du capital fixe par emploi qui était en France de 350 000 FF en 1970 a dépassé le million de francs dès 1993". La hantise est donc, plus que jamais, non la peine de l'ouvrier, mais la panne de la machine, son immobilisation.

Nike a gardé pour elle seulement les activités de conception et de vente. Elle ne produit pas, mais gagne néanmoins beaucoup d'argent. Ce sont 450 000 travailleurs asiatiques qui produisent, des femmes et aussi des enfants, travaillant 12h par jour pour 2 dollars, soit plus de 20 fois moins qu'un ouvrier US, et moins que le coût total de 3 repas élémentaires. (détails p.65) Une étude 1992 donne cette répartition pour une paire de chaussures à 400FF : 240F vont aux divers frais commerciaux, 15,50 vont à Nike pour sa conception et 11 pour les investissements nouveaux (tout ceci 266 FF est de plus value qu'empoché Nike) . Reste 12F qui vont aux banques (frais financiers), aux dividendes et au Trésor US, 117F de frais d'amortissement des machines, matières premières et stockage, 3,80F de taxes versées hors USA, et enfin : 0,70FF sont les salaires des ouvriers.

Les seuls 13 membres du CA de Nike recevaient un salaire cumulé de 5 200 000 dollars par an, trois fois celui des 3600 ouvriers de Tangerang en Corée. La production moyenne par ouvrier et par mois étant de 350 paires.

Le capital abaisse donc les coûts salariaux en faisant entrer dans le prolétariat (et dans la concurrence entre les prolétaires pour la vente de leur force de travail) l'immense armée de réserve des peuples du Tiers-monde (délocalisations), mais aussi à reporter sur des capitaux dominés, sous-traitants, le poids et les risques du capital fixe (externalisations).

On arrive à une fragmentation extrême du procès de valorisation, où le capital productif se sépare du capital intellectuel (science, gestion, commerce), lui-même séparé du capital financier.

La recherche du monopole et de la plus haute productivité amène à délaissier certaines fonctions pour pouvoir concentrer ses capitaux sur tel ou tel segment où le capitaliste pense pouvoir être dominant, en tout cas concurrentiel, à un moment donné. Ce qui est décisif n'est pas la branche d'activité, mais la situation, oligopolistique ou pas. Un Michelin peut négocier d'égal à égal avec les grandes firmes automobiles, dont pourtant il dépend pour les commandes.

Le rôle de fournisseurs de matières premières dévolu aux pays du Tiers-monde subsiste évidemment dans la mesure où celles-ci n'existent pas dans les métropoles, mais aussi parce qu'il s'agit d'activités usant de main d'œuvre simple, et que ce sont ces travaux simples qui sont dévolus à ces pays. Dans le domaine financier ou autres activités dites "tertiaires", on a aussi des activités simples (certains traitements informatiques, stockage d'informations, centres téléphoniques) délocalisés dans les pays à bas coûts salariaux.

Mais tout ceci en conservant à l'oligopole la maîtrise du procès de valorisation, qui lui permet de rapatrier l'essentiel de la plus-value au Centre. Cette maîtrise est en général faite de la propriété de l'amont (le capital financier, la recherche-développement), et de l'aval de ce procès (la vente, la réalisation du profit). C'est une évolution par rapport au 19^e siècle industriel où cette maîtrise de l'accumulation passait par la propriété de l'ensemble des moyens de production.

"On maîtrise souvent beaucoup mieux un fournisseur externe qu'un atelier ou une unité interne, parce qu'on dispose de moyens de pression beaucoup plus efficaces sur les délais, les prix, la qualité" (La Tribune 23/7/02). *"En cas de baisse d'activité, il est tellement plus facile de se séparer d'un fournisseur que de licencier ses propres salariés"* (Vetz). Le capital fixe est, du point de vue du donneur d'ordre, transformé en une sorte de capital variable : il peut l'abandonner dès que les affaires faiblissent, ou en recruter de nouveaux quand elles prospèrent. C'est d'ailleurs du sous-traitant, quand celui-ci n'est pas lui-même oligopole, qu'il tire l'essentiel de ses profits, qualité propre au capital variable ().

La mondialisation "libérale " n'est donc pas tant un déferlement de capitaux financiers spéculatifs en perpétuel mouvement, ou un accroissement exponentiel des échanges -tout ceci est vrai, mais il s'agit plutôt de conséquences avant d'être aussi des causes- mais un nouveau développement, un nouveau stade de la division capitaliste du travail, induit par la concentration du capital, c'est-à-dire par l'accroissement de la productivité (du rôle des sciences et des techniques), de la composition organique, et de la production de masse.

C'est toujours en développant la division du travail que le capital accroît sa capacité d'absorption de la richesse sociale, et lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit. On le sait, la division capitaliste du travail est l'existence de la propriété capitaliste, le moyen par lequel le pôle capitaliste s'approprie la richesse sociale. La puissance et la richesse des pays impérialistes semblent provenir de leurs capacités scientifiques et technologiques, ils apparaissent supérieurs non de la force brutale d'une occupation coloniale (qui avait quand même du mal à prétendre se justifier par l'apport de la civilisation), mais d'un système social plus avancé, plus efficace, que les autres n'auraient donc qu'à imiter pour se développer.

Il y a maintenant un fort développement industriel dans de nombreux pays du Tiers-monde, mais sous la domination des pays impérialistes et de leurs oligopoles. Avec en gros 3 niveaux :

- les fonctions intellectuelles, notamment scientifiques, financières, commerciales, médiatiques (maîtrise de la communication et de l'idéologie) et les fabrications à main d'œuvre très qualifiée dans les Centres impérialistes : ce sont ces fonctions dont la propriété assure la domination de l'ensemble du procès de valorisation (mondial), avec l'appui financier et militaire des Etats impérialistes.

- les fonctions industrielles de production de masse de biens courants, extrêmement fragmentées entre divers lieux et sous-traitants, qui sont le fait de filiales d'oligopoles, et de plus en plus de capitaux de second rang (qui aspirent à devenir aussi oligopoles, mais n'y parviennent que rarement) des divers Dragons, Tigres, aux industries de pointe dans quelques segments, et des pays "émergents" où dominent les usines d'assemblage et autres maquilas;

- tout en bas, la masse des "pays en développement" PED, les "moins avancés" PMA, fournissent la main d'œuvre (notamment immigrée, à très bas salaire, sur place ou émigrante, et des matières premières (s'ils en ont) à très bas prix : pays de famine et de grande misère.

Le choix de la localisation des investissements industriels ne dépend pas que des bas salaires. Il y a aussi le critère de la productivité, qui si elle est souvent élevée dans les PED, ne l'est pas toujours. Ce qui explique en partie le retard de l'Afrique, où, entre autres handicaps, *"les coûts de transport, d'assurance, de télécommunication -les plus élevés du monde- grèvent lourdement la compétitivité des industries et absorbent 15% du montant total des exportations (5,8% pour le reste des PED) "*(Le Monde diplomatique S. M'Baye 7/02). *"Aujourd'hui, la productivité d'un ouvrier agricole américain est 130 fois supérieure à celle d'un ouvrier agricole africain "*(Le Monde sup. économie 12/6/02)

Il y a aussi des critères politiques Le capitaliste craint les troubles sociaux et politiques. A l'inverse, certains oligopoles accepteront des taux de profit moins élevés pour pouvoir contourner des barrières douanières et conquérir des marchés. C'est le cas des implantations industrielles de l'automobile japonaise aux USA et en Europe dont les importations étaient soumises à des quotas.

La théorie démontre aisément qu'il y a une tendance générale à l'égalisation des taux de profit par déplacement des capitaux d'une branche à l'autre, d'un pays à l'autre, tant que les déplacements sont relativement faciles. Mais dans le cas de la domination écrasante de oligopoles, ils sont rendus extrêmement difficiles entre les niveaux inférieurs. Il ne peut guère y avoir de concurrence entre eux du fait des "effets de seuil", c'est-à-dire de l'avance prise par les oligopoles et les pays impérialistes dans l'appropriation des richesses, des sciences et techniques, dans le contrôle des approvisionnements, des réseaux de distribution et des

marchés. () Et si un nouveau concurrent innovant parvient malgré tout à émerger, il est aussitôt racheté ou étouffé. Si un pays se montre "trop" nationaliste en prétendant un tant soit peu maîtriser son développement et ses richesses, il est aussitôt qualifié de "voyou" et fait immédiatement l'objet d'interventions droites de l'hommistes et démocratiques tels que coup d'Etat, guerre civile, embargo, bombardements chirurgicaux, occupation militaire.

En son sein, par contre, al sphère des oligopoles connaît concurrence, déplacements de capitaux (par la Bourse, par faillites, rachats, fusions, etc), et là il y a bien péréquation des taux de profit. On peut même dire qu'il y a péréquation planétaire, pour la première fois dans l'histoire. Il y aussi circulation mondiale du capital financier (placements en papier) et tendance à l'unification des taux d'intérêt.

Les capitaux dominés, investis dans la sous-traitance industrielle, évoluent dans une sphère particulière et ne peuvent pas concurrencer les oligopoles dans l'accaparement de la plus-value. Quand ils sont assez puissants pour se déplacer hors de leur pays d'origine, ils le font en tant que sous-traitants devant offrir aux oligopoles les prix les plus bas, et restent donc en général à des niveaux inférieurs de taux de profit. C'est dans cette deuxième sphère qu'est produite l'essentiel de la plus-value mondiale ; mais c'est dans la première qu'elle remonte, y formant la base d'un taux de profit moyen supérieur.

Les oligopoles font jouer une concurrence maximum dans cette deuxième sphère, mais il faut quand même que des capitalistes aient intérêt à y investir, et qu'ils aient des taux de profit supérieurs à d'éventuels placements (titres boursiers, investissements immobiliers ou commerciaux, etc).Le taux de profit industriel local peut donc être très proche de ces placements, même s'ils doivent laisser une grande part de la plus-value produite absorbée par le Centre. De fait, les flux financiers aboutissent à vider le "Sud" et à remplir le "Nord".

2- 2 Les flux financiers dans la mondialisation "libérale"

Les statistiques désignent IDE (investissements directs à l'étranger) les investissements nets effectués par une entreprise dans une autre installée à l'étranger ; ils incluent les apports des maisons-mères à leurs filiales à l'étranger, et les bénéfices de celles-ci réinvestis sur place ; ils excluent les simples placements financiers (achats boursiers d'actions et obligations) dits de portefeuille.

Ces IDE sont surtout le fait des multinationales. La CNUCED en dénombre 65 000 ayant 850 000 filiales ; mais les 500 premières contrôlent près des deux tiers de la production, et les 100 premières à elles seules la moitié. Ces IDE ont atteint 1300 milliards de \$ en 2000, contre 40 milliards en 1970. Et les IDE entre pays développés représentent 80% du total

Délocalisations et sous-traitance dans les PED mobilisent relativement peu de capitaux en provenance des métropoles ; une partie des investissements y est prise en charge par les Etats, qui rivalisent pour attirer des activités en fournissant main d'œuvre bien soumise par la police, terrains aménagés gratuits, défiscalisation, subventions, s'endettant lourdement pour cela, au profit des oligopoles qui choisissent les plus offrants.

80% des IDE se font entre pays développés car c'est là que sont les marchés solvables, que se joue la concurrence pour l'accaparement des compétences scientifiques, techniques, financières, bases de la domination, des forts taux de profit et de l'appropriation mondiale, et que se concentrent les quartiers généraux politico-militaires.

C'est le service la dette qui constitue de plus en plus l'essentiel de ces transferts, les flux représentés par les rapatriements des profits des filiales des multinationales dans les PED (rubrique "bénéfices nets d'investissements directs") ne formaient que 7,1% de ces transferts pour la période 1972-76, et 8% pour 1992-95. Cela correspondait quand même à une multiplication par plus de quatre des profits rapatriés par les multinationales (de 6300 millions de dollars annuels pour la première période à 27 000 annule pour la dernière)

Mais le rapatriement des profits des filiales dans les PED n'est pas la principale source du profit final qu'en tirent les multinationales. L'essentiel est ailleurs, dans les prix qui permettent d'acheter les marchandises à des coûts très bas au sous-traitant, et encore plus bas à la filiale qui est complètement dominée (et chez qui il peut même être intéressant de faire apparaître des pertes comptables fiscalement. Ce transfert n'apparaît pas dans ces statistiques, puisque le profit n'est comptabilisé que lors de la vente du produit final, au Centre (ou dans un quelconque paradis fiscal). Il semble alors ne provenir que de lui.

D'autres flux financiers recouvrent également des situations de rentes en faveur du dominant. La vente de brevets et licences aux sous-traitants et filiales à des prix élevés (royalties) puisqu'il s'agit par définition de produits monopolistiques. La vente de conseils et études. Bref, c'est en usant de la domination scientifique, financière, commerciale, qui leur permet de fixer les prix, bien plus qu'en y investissant massivement, que les oligopoles pompent le produit du travail des peuples dominés. Et cela n'apparaît pas comme un rapatriement de profits, mais comme un simple échange commercial.

Les capitalistes sont peu enclins à faire des investissements fixes lourds dans ces pays, peu sûrs évidemment à leurs yeux. Ils préfèrent prêter de l'argent, car sous cette forme fluide le capital peut s'évader à la moindre alerte. Et ils préfèrent en prêter aux Etats, car ils imaginent qu'ils pourront toujours rembourser, en augmentant les impôts, diminuant les dépenses sociales, vendant le patrimoine national.

Pour que l'Etat débiteur rembourse, le FMI va lui fournir d'autres prêts et organiser le rééchelonnement de sa dette (avec parfois une remise partielle de prêts d'Etats impérialistes, ce qui revient alors à faire rembourser les créanciers privés, banques et autres, par leurs contribuables). Le résultat des "remèdes" administrés par le FMI est l'accélération de la spirale de l'appauvrissement, de l'endettement, de la domination.

Les transferts financiers des PED vers les métropoles impérialistes par le biais du service de la dette (paiement de la fraction du principal plus les intérêts) ne cessent d'augmenter. La dette extérieure des PED est passée dans la période 1980-98 "de 609 milliards à 2530 milliards de dollars, le rapport de la dette aux richesses produites dans ces pays (mesurées par le PIB) a augmenté sur cette même période de 20 à 42%. Ceci en dépit du fait que les PED consacrent chaque année des sommes colossales au service de la dette : 13% de leurs recettes d'exportation en 1980, 18% en 1998" (Serfati, La mondialisation armée)

La dette comme moyen de pillage et de domination n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau c'est son ampleur, elle est devenue le moyen essentiel du transfert des richesses sociales vers les pays riches. La croissance de ces transferts par le biais de la dette (+796% en une vingtaine d'années !) est considérablement plus importante que celle des échanges commerciaux. Et ce qui est également nouveau, c'est l'association des créanciers dans la gestion de cette dette, via le FMI et autres clubs du même genre (Club de Paris pour l'Afrique, G8, etc)

Rappelons que si la dette publique des PED est aujourd'hui de l'ordre de 3500 milliards de dollars, celle des seuls USA est de l'ordre de 5500 milliards. Par leurs dettes colossales, les Etats impérialistes offrent des placements sûrs aux capitalistes, qui en font l'essentiel de leurs investissements, en imaginant pouvoir accroître leur argent sans placer par un procès de valorisation concret dans la production, au demeurant effectivement de plus en plus aléatoire. En dépensant cet argent emprunté, ces Etats font d'ailleurs prendre en charge par les travailleurs, qui rembourseront ces emprunts par leurs impôts, les conditions de cette valorisation concrète (dépenses d'infrastructure, de reproduction de la force de travail, subventions, etc) rehaussant ainsi les profits privés. Ils le font aussi en prêtant aux Etats de la Périphérie, afin qu'ils passent commandes aux oligopoles, qu'ils paient des intérêts fabuleux aux financiers, charge à eux de pressurer ensuite leurs peuples pour rembourser. Ces Etats

subordonnés servent en quelque sorte de chaînons intermédiaires, d'auxiliaires des puissances dominantes, dans le prélèvement des richesses produites par le travail des peuples dominés.

2-3 De quelques effets de la mondialisation "libérale"

Paul Bairoch, un expert officiel du capitalisme, considère que le rapport des richesses (mesurées par le PNB moyen par habitant) entre pays dits développés et Tiers monde serait passé de 1,1 en 1800 (quasi égalité) à 6,9 en 1995. Pourtant "la planète est aujourd'hui 40 fois plus riche qu'en 1900, et 4 fois plus qu'en 1980" (Attac, enquête au cœur des multinationales).

L'aggravation considérable de la pauvreté relative mais aussi très souvent absolue n'est pas due à des causes naturelles, climatiques ou autres, à un soudain épuisement des ressources pour cause de productivisme débridé (propagande écologistes, vs) ni une vérification de la théorie malthusienne de l'accroissement plus rapide de la production que de la population ; mais à des causes sociales, à des rapports de domination spécifiques. La misère des peuples du Tiers-monde n'est pas un "retard" de peuples moins doués ou moins favorisés par la nature, mais une condition et un produit du développement capitaliste.

L'accroissement de la productivité comme moyen devenu essentiel contre la baisse du taux de profit tient au rôle de plus en plus décisif des sciences et des techniques dans la production, la finance étant seulement le moyen de les acheter, de se les approprier, de les enrôler et de les utiliser selon les intérêts du capital. C'est en accroissant sans cesse davantage son appropriation des forces intellectuelles et de leurs applications, que le capital moderne renforce sa domination sur l'ensemble du procès de valorisation. Les oligopoles (et les Etats qui les soutiennent) dominent par le moyen de la maîtrise de l'innovation, ainsi que ceux du contrôle des marchés et de l'idéologie. L'écart qui se creuse entre le Centre et la Périphérie est non seulement celui des richesses et des niveaux de vie, mais aussi, et corrélativement, celui de l'appropriation de la puissance scientifique et technologique.

L'aboutissement du capitalisme est exactement celui de cette tendance historique à l'appropriation total des qualités des hommes (à leur aliénation), notamment des sciences en tant qu'elles sont le très riche et sublime concentré des travaux de toutes les générations passées, par le pôle du capital, qui est la classe bourgeoise.

On le voit à la concentration des travaux de Recherche et Développement (R&D) dans les métropoles et aux rivalités féroces dans ce domaine : espionnage, débauchages, aux efforts accrus pour la protection des brevets et de la soi-disant propriété intellectuelle (fonction nouvelle dévolue à l'OMC). L'exemple des semences plus performantes mais auxquelles les trusts ajoutent un gène toxique (Terminator de Monsanto) de sorte qu'elles ne produisent que des graines stériles afin que les paysans soient obligés chaque année de leur en acheter, est typique de cette domination. Ces semences modernes ne sont guère une invention, mais sont le résultat de milliers d'années de sélection des espèces et de perfectionnement des cultures par les paysans. L'oligopole ajoute une petite modification génétique, et () se donne ainsi la propriété du tout.

Comme autrefois les féodaux se sont appropriés les terres communautaires, et les premiers capitalistes les moyens matériels de la production, c'est une appropriation a() actuellement manifestement abusive de parcelles de nos corps, de richesses créées par les générations passées

Pour l'ensemble des 23 pays les plus développés, les emplois manufacturiers sont passés de 28% des emplois totaux en 1970 à 18% en 1994. Cela ne traduit pas seulement une "tertiarisation" des activités, mais aussi la division mondiale du travail propre à la phase actuelle : les seules dépenses de marketing et publicité, liées à la domination commerciale, représentent 1/6 du PIB des USA, soit 1000 milliards de \$ par an.

Plus croissent les échanges, plus il y a échange de travail de qualité inférieure provenant des PED, contre travail de qualité supérieure provenant de France et autres métropoles. L'échange peut bien être éventuellement de valeurs égales, puisqu'on sait qu'une heure de "travail complexe" compte pour plusieurs heures de "travail simple", il n'en fournit pas moins plus de richesses à la France pour un même temps de travail d'un même nombre de personnes. Les économistes constatent "qu'il y a moins d'emplois dans un million de dollars d'avions qu'a dans un million de dollars de chemises", () car ce sont des emplois plus qualifiés.

Ainsi, en général, le Tiers-monde paie la croissance de l'appropriation intellectuelle par les pays impérialistes, et finance ainsi lui-même l'aggravation des conditions de sa domination.

() Un changement majeur est intervenu dans les politiques migratoires en faveur de l'admission de travailleurs hautement qualifiés aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. La Chine a perdu de façon définitive 200 000 spécialistes en science et technologie" (Le Monde 1/02) La mondialisation est donc () loin d'être seulement financière.

Le volume des échanges commerciaux dans le monde a été multiplié par 17 entre 1948 et 1997, pour une production qui a "seulement" été multipliée par 6. C'est dire la croissance de la fragmentation de la production. Le prolétaire n'est pas "en retard" par rapport au bourgeois, mais dominé et exploité.

Comme toujours avec un développement capitaliste fondé sur celui de la productivité, la croissance de la main d'œuvre disponible, et particulièrement dans les pays dominés, est beaucoup plus forte que celle des nouveaux emplois. Dans les pays dominés, les masses déracinées (ruine des petits paysans et des petites industries rurales) s'entassent dans de gigantesques quartiers insalubres et misérables des mégapoles surpeuplées. La production (mesurée en PIB) a cru de 5 à 9% par an dans les pays de la zone Asie-Pacifique, mais l'emploi n'y a augmenté que de 1,5%. Le BIT a estimé, fin 1998, que 1 milliard de travailleurs -un tiers de main d'œuvre mondiale- était au chômage ou sous employée ; et encore le Bit rétrécit considérablement la définition du chômage. Si bien que l'immigration se poursuit inexorablement vers les métropoles impérialistes : entre 1988 et 1998, la main d'œuvre étrangère enregistrée dans les pays de l'OCDE a augmenté de 28%.

Ce sont ces métropoles qui sont organisatrices de ce phénomène, mais en accusent ceux-là même qui en font les frais, les stigmatisant, prétendant le réguler sans toucher au système vampire qui en est la cause ; elles ne peuvent qu'avoir une répression de plus en plus brutale (vs en la laissant se sous traiter)

Cette démultiplication de "l'armée industrielle de réserve" par l'intégration de centaines de millions de nouveaux prolétaires dans son système de production n'a pas été sans conséquences pour les prolétaires des pays développés. Les fractions les plus fragiles, sans qualification spéciale ou place stratégique vitale (monopoles type EDF SNCF en France) ont été soumises à une concurrence plus vive encore qu'à l'époque coloniale (immigration ≠ délocalisations + externalisations), ce qui fournit une base à la propagande et aux comportements xénophobes.

En éliminant sans cesse le travail vivant au profit de la machine, le capitalisme est "contradiction en actes" puisqu'il élimine par là aussi ce qui est la base de la production de la plus-value (des profits) : le travail vivant. En même temps d'ailleurs, il transforme en chômage le temps libéré par les machines, exerce par là une pression accrue sur les salaires pour rétablir ses profits, et réduit donc sans cesse les capacités de consommation des masses relativement à une production toujours croissante, qui ne trouve donc même pas à réaliser toute la plus-value qu'elle contient virtuellement. Là encore, il faut se garder de réduire les maux du capital à la finance.

Le fondement de la crise est dans la production. Si le cœur semble moins frappé c'est que les pays de la Périphérie sont des organes plus fragiles. C'est là que les dettes accumulées

apparaissent insolubles tellement elles sont considérables par rapport aux capacités de remboursement (d'autant que les emprunts ont été dilapidés par les bourgeoisies locales et non pas investis productivement). Des pays jusque là relativement prospères sont aussi atteints, comme l'Argentine. On voit alors que les couches moyennes y sont vouées aussi à tomber dans le prolétariat, et le chômage.

Les Etats impérialistes interviennent de plus en plus dans la vie économique (la valorisation du capital), et se bardent de mesures protectionnistes quand ça les arrange. C'est le cas dans le domaine des produits agricoles, qui est souvent celui où les PED arrivent à être concurrentiels. L'Europe et les USA subventionnent fortement leur agriculture, "à raison de "350 milliards de dollars par an, 7 fois plus que l'aide publique du Nord au développement du Sud. La manne des subventions encourage la production de surplus. ceux-ci sont bradés à bas prix sur les marchés mondiaux, notamment dans le Tiers-monde "Le système est d'une diabolique perversité" (Le monde 31/8/02) Ce protectionnisme génère un désastre environnemental ; et une autre pathologie, le productivisme. Le contribuable paie pour subventionner les agriculteurs ; puis il débourse une deuxième fois pour réparer les dégâts écologiques que ceux-ci commettront. Les dites subventions profitent surtout aux plus riches des agriculteurs du Nord" (Le Monde 31/8/02)

Les barrières douanières opposées aux produits des pays pauvres sont "quatre fois plus élevées que celles que les pays riches doivent franchir. Le coût global de ces barrières s'élève à 100 milliards de dollars par an, soit le double de l'aide au développement (Le Monde 24/4/02)

Ces exemples montrent l'inégalité des règles du jeu soi-disant libéral, et manifestent qu'"il n'existe que le rapport de forces, jusqu'à l'usage de la force la plus brutale.

Chapitre 4 : Mondialisation et Etats

La forme de la mondialisation a changé (depuis le système colonial, de violence ouverte et permanente). Elle a amorcé une sorte d'association de type maffieux (c'est-à-dire aussi pleine de rivalités et de coups bas) des pays impérialistes pour régler entre eux certains problèmes internationaux (financiers, commerciaux, écologiques, etc). Cette nouvelle forme ne semble pas devoir dégénérer en guerres mondiales comme la précédente, ce qui serait un progrès. Mais les guerres se multiplient dans les pays du Tiers-monde.

Le système semble "naturel", le résultat du libre mouvement des choses (argent, profits, marchandises) selon leurs propres lois, et de la mise en œuvre des qualités et des ressources de chaque nation (la science, l'innovation, l'efficacité). La prospérité des pays riches ne serait que le résultat de la supériorité des "valeurs", libérales, démocratiques, droits de l'homme, d'un système social. Adoptez nos valeurs, vous nous rattraperez, vous atteindrez aussi la richesse !

Le capital a toujours eu besoin d'un pouvoir politique spécial représentant, face aux individus atomisés, son intérêt général, et disposant du monopole de la force pour l'imposer. Ce pouvoir () l'Etat, a pour fonction d'organiser les conditions générales du procès de valorisation (conditions juridiques, économiques, sociales, idéologiques, etc). S'étant d'abord développé dans des aires relativement fermées, ce pouvoir spécial a pris la forme d'un réseau d'appareils bureaucratiques et militaires organisant ce procès dans le cadre dit national, l'Etat-Nation.

Aujourd'hui, ces mêmes fonctions doivent aussi être assurées au niveau planétaire, puisque c'est à ce niveau que se situe le procès de valorisation, et par des institutions bureaucratiques séparées (de type étatique donc) puisque les individus ne peuvent, plus que jamais impuissants, les exercer eux-mêmes. Mais comme il n'existe pas de nation mondiale, ni

d'empire mondial qui serait dirigé par un pouvoir politique unique, cet exercice nécessite une sorte d'association d'Etats (de la même façon que l'exercice du pouvoir d'Etat dans une aire nationale nécessite une association de partis, de représentants de couches sociales diverses mais de rangs hiérarchiques plus ou moins élevés).

Ce système mondial (), certains ne le voient que comme un empire planétaire, tenu sous l'hégémonie des USA, ou sous celle plus anonyme d'un capital financier apatride. En fait, elle apparaît comme un réseau mondial et complexe d'appareils étatiques hiérarchisés. Pour simplifier, on peut le représenter comme formé d'Etats nationaux subordonnés, d'Etats nationaux dominants, et d'institutions supra nationales, les unes comme alliances régionales pour rivaliser avec d'autres (l'Europe de la CEE) les autres pour assurer, entre dominants, l'ordre mondial capitaliste (FMI, OMC, OTAN) sous la direction plus ou moins acceptée de la super puissance US (direction n'étant pas identique à hégémonie).

Contrairement à une idée complaisamment répandue, les Etats nationaux ne s'étiolent pas, mais se renforcent, développant leurs appareils bureaucratiques et leurs forces militaires et policières, pour tenter d'assurer les conditions de la valorisation du capital, à la fois dans leur dimension mondiale et en favorisant la reproduction des sociétés qu'ils gèrent.

Les PED dont l'économie est fondée sur des segments intermédiaires de sous-traitance, ou de fournitures de matières premières, ne maîtrisent aucune branche de la production. Sauf à disposer de matières premières rares et vitales (le pétrole, et alors l'exploitation en est contrôlée par les puissances impérialistes), ils ne peuvent être attractifs que par leur faible coût du travail, c'est-à-dire la docilité d'une main d'œuvre bon marché et sans droit, la faiblesse, voire l'inexistence des impôts, des réglementations écologiques, sanitaires, sociales, etc. Ils se livrent à une concurrence féroce pour être les moins disants dans tous ces domaines.

Cela implique qu'y soit développé un appareil répressif musclé (). Le rôle de l'Etat est d'abord de contenir la lutte de classes, mais là, pas moyen de le faire au moyen des miettes d'un Etat-providence, ou de présenter une façade démocratique

La faible importance du capital local, les marges de profit rognées par la domination des oligopoles, font que les moyens de s'enrichir passent souvent plus par la corruption et le pillage de l'Etat que par l'investissement industriel. L'Etat y est en effet, en général, de loin le principal collecteur d'argent, par les impôts et taxes, mais aussi les commissions que ses dirigeants reçoivent des oligopoles à la faveur de contrats commerciaux (ventes d'armes, commandes publiques, concessions minières, privatisations), et en détournant une large part des prêts et aides des puissances dominantes, dont seulement une faible part se transforme en investissements productifs ou réalisations sociales.

Il se forme donc dans ces pays une sorte de classe bourgeoise, souvent à tête militaire, qu'on pourrait appeler comprador d'Etat puisqu'elle est fondée sur le rôle d'intermédiaire que jouent ces Etats entre les Centres et capitaux impérialistes d'une part, et les populations et les richesses locales qu'ils veulent exploiter. Elle prélève ses commissions au passage, royalties sur les exploitations minières, taxes douanières sur les échanges, pots de vins sur les marchés, prébendes et prélèvements sur les fonds publics.

Quand elle existe, la bourgeoisie capitaliste entrepreneuriale locale est elle aussi liée à l'Etat, par des liens personnels et d'argent ; elle est souvent elle-même de type comprador dans l'import-export et la sous-traitance. faible dans la concurrence mondiale, il lui faut en effet son appui direct et constant pour se développer : commandes, financements, protectionnisme, réglementation sur mesure, répression implacable.

Nombre d'idéologues prétendent que les Etats s'effacent devant le capital financier et apatride. Ceux-ci seraient rendus impuissants à s'opposer aux spéculations, aux bulles, aux rentes parasitaires, aux crises. "Sur les 100 premières entités économiques de la planète, 29 sont des multinationales" (La Tribune 18/9/02).

Mais il est stupide d'imaginer un antagonisme entre le capital, y compris dans sa fraction financière, et les Etats, pas plus une soumission de ceux-ci au capital que l'inverse, puisqu'ils sont tous deux complémentaires et se produisent l'un l'autre.

De même, il est courant d'entendre dire que les multinationales ne sont plus liées à des nations particulières, qu'elles les mettent en concurrence sans aucun souci de préférence. Mais le bonheur des citoyens n'a jamais été le souci des capitalistes. Lorsqu'ils répartissent le procès de production à l'échelle planétaire, disons horizontalement, ils n'ont effectivement pas de lien privilégié avec tel ou tel Etat. Mais lorsqu'il s'agit de s'assurer la maîtrise de l'ensemble du procès de valorisation, et notamment le rapatriement de la plus-value au Centre, la répartition devient une segmentation verticale, avec pour chaque oligopole un centre, où sont situés les fonctions essentielles de propriété assurant l'accaparement de l'accumulation (fonctions financières, scientifiques, commerciales, militaires, etc).

La capacité à pomper le maximum de plus-value dépend pour beaucoup de l'appui d'un Etat particulier, chaque Etat attachant () une grande importance à développer ses ressources fiscales, les emplois, la puissance économique et les autres moyens de reproduire la société dont il a la charge, et dont il s'enrichit lui-même (ses politiciens, hauts fonctionnaires). Ainsi en est-il des fonctions militaires bien sûr, mais aussi des financements, des accords et alliances entre Etats qui déterminent des commandes et des zones d'influence, de l'enseignement supérieur et de la recherche qui assurent la puissance scientifique, la maîtrise du ravitaillement en matières premières vitales.

La société TMM (Thomson Multi Media) "ne réalise que 4% de son chiffre d'affaires en France, pays qui ne représente que 6% de ses effectifs (75000 au total)" mais son PDG confirme : "Nous sommes français. Nos actionnaires sont français. Et si nous sommes bénéficiaires parce que nous avons acquis une taille mondiale, nous payons nos impôts en France".

Airbus ou Ariane ont une nationalité européenne, du fait d'une extrême concentration de capitaux. Mais cela ne va pas sans coûteuses complications et manœuvres pour s'y assurer le maximum de pouvoir.

Cela apparaît aussi nettement quand un Etat intervient pour sauver de la débâcle une entreprise "too big to fail", qui n'est alors pas étrangère mais un "champion national". Les multinationales n'ont ni plusieurs nationalités ni aucune. Elles ne sont apatrides qu'en tant qu'elle organisent leur procès de production (de plus-value) sur la base d'une division mondiale du travail.

"L'ampleur du stock d'investissement détenu par la France à l'étranger rapporté au PIB est comparable à celui du stock qu'elle accueille, et se situe à 19%. La France est dans la moyenne des pays industrialisés... mais derrière les USA (25%) et le Royaume Uni (36%)" (Problèmes économiques n°2751, 6/3/02 p20). Mais cette interpénétration réciproque ne signifie pas qu'il y ait automatiquement multinationalité de la propriété réelle, du pouvoir central de gestion et d'appropriation.

Les fonds de pension américains ont beau posséder 30 ou 40% des actions des grands oligopoles français, ce n'est qu'un placement, ce ne sont pas eux qui les dirigent, mais un Centre français, ni l'Etat US qui les soutient, mais l'Etat français. Les placements financiers semblent apatrides parce qu'ils se déplacent rapidement au gré des variations de rendements. Voir également l'exemple du renflouement par l'Etat français du Crédit Lyonnais pour 150 milliards de francs.

Les coopérations () inter étatiques sont rendues indispensables par l'extrême interdépendance des économies, tant dans cet enchevêtrement des dettes et des crédits qui forme le capital financier, que par le fait que la production de la plus-value est fondée sur une division transnationale du travail.

Qu'une fraction bourgeoise d'un PED se montre un peu plus nationaliste que compradore, et cherche à s'assurer l'appui des couches populaires afin de desserrer (que ce soit à son profit est ici une autre question) l'état impérialiste, elle sera aussitôt stigmatisée comme "populiste", c'est-à-dire comme groupe d'irresponsables flattant le peuple au lieu de le fouetter. Le rythme des interventions militaires s'intensifie. Les USA en ont mené plus dans la seule décennie 90 que pendant toute la période 1945-90, soixante contre cinquante (Serfati).

La mondialisation libérale s'accompagne d'une intensification de l'opposition pays impérialistes / pays dominés et à l'inverse d'une extinction des conflits armés entre grandes puissances. Même dans le domaine où la concurrence oligopolistique dans le Tiers-monde est la plus vive, celui de l'appropriation de la rente pétrolière et minière, l'association parvient le plus souvent à prendre le dessus : chaque fois qu'un Mossadegh, un S. Hussein, un S. Allende, un Lumumba, etc, a semblé vouloir remettre quelque peu en cause la répartition de cette rente, il a été éliminé, ou réduit à l'impuissance, par la coalition des puissances impérialistes. Y compris en Irak () la vraie rivalité aurait été qu'un camp impérialiste aide et arme l'Irak contre l'autre.

() Le Bien utilise aussi des Etats clients, comme Israël, soutenu jusque dans la plus sauvage et plus longue guerre terroriste d'éradication ethnique au Moyen Orient depuis celle des Turcs contre les Arméniens.

Les USA sont, de loin, la première puissance mondiale, spécialement sur le plan militaire, où ils sont seuls à pouvoir intervenir tout le temps et partout.

L'expérience a été faite en URSS d'un capitalisme d'Etat soi-disant unifié, planifié centralement, organisé comme un monopole unique. Cela n'a nullement empêché la concurrence entre les différents segments du capital et de leurs représentants (politiciens contre managers, régionaux contre centraux, entreprise X contre entreprise Y, etc), la concurrence prenant seulement des formes particulières, et particulièrement gaspilleuses d'investissements (cf TT Les révolutions du 20^e siècle)

Les USA ont besoin d'alliés, qui sont aussi des concurrents exigeant leur part. L'Europe, par exemple, est faite pour concurrencer les USA.

La mondialisation "libérale" n'est pas un concept, mais un mot écran pour éviter d'avoir à désigner la réalité : le capitalisme, c'est-à-dire des rapports sociaux d'appropriation spécifiques, historiquement déterminés.

Prétendre que c'est la forme financière de cette mondialisation qui est néfaste, est une absurdité petite bourgeoise qui rappelle les vieilles imprécations fascistes contre le capitalisme cosmopolite (les fascistes promettant d'en faire un capitalisme, une "économie", au service de la Nation).

IL n'y a aucun affaiblissement de l'Etat, amis une crise de la valorisation, et dans cette crise, l'Etat se renforce. Il accroît son rôle et ses efforts en faveur des oligopoles nationaux, il subventionne, passe des commandes, soutient le développement du capital financier en augmentant la dette publique, prend en charge les frais de reproduction et de formation de la main d'œuvre, les infrastructures, et d'encore bien d'autres conditions de la valorisation du capital national. Il se renforce également dans ses fonctions répressives.

Chapitre 5 : Mondialisation, peuples et prolétaires

La forme actuelle, dite libérale, de la mondialisation est commandée par la nécessité permanente où est le capital d'élargir la production (et les besoins), puisqu'il n'existe que dans l'accumulation().

Cette amélioration constante de plus en plus rapide de la productivité que poursuit chaque capitaliste particulier induit un effet catastrophique pour tous les capitaux : plus la

productivité augmente, plus diminue relativement au capital fixe (ou travail mort) la part du travail vivant contenue dans la valeur de la marchandise. Or c'est de la quantité de travail vivant cristallisée dans toutes les marchandises que dépend la masse générale de la plus-value produite, donc la part que tel capital particulier peut s'approprier.

Cette tendance à la baisse du taux de profit moyen s'énonce aussi comme augmentation de la "composition organique" du capital (le rapport du capital fixe, de la "machinerie", au travail ouvrier). (ainsi) la généralisation des gains de productivité à l'ensemble d'une branche de l'économie puis à toutes, induit une baisse généralisée des valeurs, des prix réels (hors inflation monétaire), donc des coûts de production, en particulier celui de la force de travail dont le pouvoir d'achat peut même être en même temps augmenté (et les débouchés ainsi élargis)

Exemple : les ordinateurs dont le prix aurait, à qualité égale, été divisé par plus de 10 000 en une génération ; cela peut augmenter pour un moment la production de plus-value (dite alors relative), mais accentue à long terme la baisse des prix s'ajoutant à la diminution du travail vivant pour saper les bases de la valorisation. (Les mécanismes concrets de la baisse tendancielle du taux de profit sont complexes, enchevêtrant les facteurs de tendance et de contre-tendance ; ces effets et contre-effets sont multipliés par la mondialisation "libérale").

L'extension et l'aggravation des désastres entraînent une montée des révoltes radicales qui, bien qu'encore dispersées, sporadiques, sans conscience claire et rationnelle des objectifs, et parfois même seulement sauvages et brutales, primitifs réflexes de survie...

Lénine est le vrai pionnier sur la question de l'Orient et l'Occident () en développant l'idée que l'unité du prolétariat mondial face à un capital mondial ne pouvait se réaliser sans tenir compte de cette différenciation entre "nations opprimées et nations opprimeuses" qui, dit-il, "constitue l'essence de l'impérialisme".

Bien sûr, il est exact que du point de vue du développement économique, du progrès, du stade historique, le nationalisme ne peut plus rien apporter aux peuples, pas même dans les PED. Le cadre national est devenu trop étroit pour contenir un quelconque développement indépendant.

Mais d'un point de vue *politique*, il est nécessaire de tenir compte soigneusement du fait que le nationalisme des peuples dominés n'est pas fondé sur la même situation que celui des peuples des pays dominateurs.

Les fameuses "couches moyennes", la masse des petits patrons, techniciens supérieurs, cadres moyens, petits-bourgeois confortablement fonctionnarisés, représentent plus de la moitié des emplois dans un pays comme la France. Leur importance quantitative est indubitablement liée à la concentration des fonctions impérialistes, oligopolistiques, financières et étatiques qui y existe.

Ce n'est pas que les membres de ces fractions du prolétariat, pas même quand il s'agit de couches supérieures, soient des nantis comme l'affirment avec le plus grand cynisme nombre d'idéologues médiatisés. Ce n'est pas que les antagonismes de classe ne soient pas violents et fortement ressentis. Comment pourrait-il en être autrement dans des pays où les écarts entre riches et pauvres ne cessent de s'accroître. () Bref ce qui est en question n'est pas l'existence objective du prolétariat, de la "classe en soi" comme disait Marx, et de ses antagonismes réels et croissants avec la bourgeoisie.

A partir du moment où le prolétariat des pays dominants semble profiter de quelques miettes de l'appropriation impérialiste tout en se montrant relativement indifférent à leurs terribles origines, cela crée une division avec les prolétaires des pays dominés.

Les (prolétaires des pays dominés) sont dans une situation spécifique d'exploitation qui leur apparaît d'abord comme le résultat du pillage impérialiste de leur pays par d'autres pays plus que comme un conflit de classes. ()

Ce qu'ils reprochent le plus à leur bourgeoisie est moins d'être capitaliste, que faible face à cette domination, pas assez nationaliste, pas capable de développer une économie nationale, des emplois nationaux. Il est évident que ce nationalisme, quel que soit son aveuglement sur la nature de la bourgeoisie et l'impasse du nationalisme, ne peut pas être mis sur le même plan que celui des peuples dominants. Dans un cas il s'agit de s'opposer à un ennemi réel, même si on s'illusionne sur la façon de s'en débarrasser. Dans l'autre il s'agit de collaborer avec les organisateurs principaux du pillage planétaire, ou d'accepter sans mot dire d'en profiter plus ou moins.

L'unité internationaliste des prolétaires ne peut être réalisée que si ceux des Centres dominants se détachent explicitement de "leur" impérialisme et le combattent par tous les moyens. Qu'ils cessent de réclamer à "leur" Etat plus de protectionnisme, plus de subventions, plus de préférence nationale, sans se soucier en même temps de ce que toutes ces mesures peuvent avoir de conséquences dramatiques pour les peuples dominés. Qu'ils mettent au premier plan de leur activité () le combat pratique contre ses interventions militaires, ses embargos, ses ventes d'armes. Qu'ils réclament l'annulation des dettes du Tiers-monde, approuvent les mesures permettant d'y récupérer les richesses nationales (nationalisations sans indemnité). Qu'ils abattent les murs idéologiques, chauvins, racistes, policiers. Bref qu'ils refusent que d'autres prolétaires souffrent et meurent pour fournir les miettes que "leur" capital peut leur concéder en échange de la paix sociale ().

Plus la lutte anti-impérialiste est intense dans les pays dominés, plus se disqualifie et non se renforce la bourgeoisie dite nationale aux yeux des prolétaires. Car elle s'y montre plus timorée et hésitante qu'elle se méfie des "débordements" (S. Allende au Chili).

La situation catastrophique des (peuples des pays dominés) n'est pas due à "l'étranger", à une domination sur eux d'autres peuples unis à leur bourgeoisie pour former des nations oppressives, mais à un système mondial auquel participe pleinement leur propre bourgeoisie (et qui ne le critique que pour avoir une meilleure place)

C'est aux prolétaires des pays dominants à devoir aller vers ceux des pays dominés en s'opposant, sans préalable ni condition, à "leur" impérialisme, à "leur" Etat, à toutes les associations internationales d'Etats impérialistes et à leur ordre mondial ; () La crise s'aggravant, la bourgeoisie en difficulté en profite pour tenter d'exacerber les divisions au sein du prolétariat et à y opposer des fractions à d'autres sur la base de la nationalité.

Conclusion

L'opposition des altermondialistes type Attac n'est que la peur et le refus des explosions révolutionnaires, le vain espoir de pouvoir vivre dans un capitalisme amélioré par l'Etat, dont l'exemple est pour eux celui de l'Etat Providence des 30 glorieuses, époque qui reste, dans leur imaginaire, celle de l'ouvrier heureux des congés payés et du petit bourgeois plein d'espoir d'ascension sociale perpétuelle et d'emploi fonctionnarisé et protégé à vie.

Pas plus l'appropriation d'un côté n'est dissociable de la désappropriation de l'autre, la bourgeoisie du prolétariat, l'existence de pays dominés et pauvres n'est dissociable de celle de pays dominants et riches. Ce ne sont que des paires de pôles qui n'existent qu'ensemble, ne peuvent disparaître qu'ensemble. Il ne s'agit pas de retard qui pourrait être rattrapé au moyen d'aides et d'ONGs.

La construction de l'unité mondiale du prolétariat nécessaire pour mener cette lutte jusqu'au bout, jusqu'à l'abolition des rapports capitalistes, est impossible si elle n'est pas soutenue activement par les prolétaires des pays du Centre, si ils ne refusent pas de s'enfoncer dans les marécages funestes du chauvinisme, de la xénophobie, de l'étatisme nationaliste de la

collaboration de classe, dans lesquels ils ont déjà trop souvent sombré dans l'histoire des pays impérialistes.

Il n'y a pas plus de "stade suprême" du capitalisme aujourd'hui qu'hier, chaque crise pouvant, à travers des catastrophes, lui permettre de rétablir le procès de valorisation.

Mais () il produit ses fossoyeurs. Ils sont en nombre toujours plus grand, aujourd'hui une multitude mondiale avec laquelle la majorité des prolétaires des pays développés formera une force anti-capitaliste unifiée ().